

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Grenoble, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **GRID SOLUTIONS**

1 Rue Paul Doumer  
BP 601  
73100 Aix-Les-Bains

Références : -

Code AIOT : 0006104306

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement GRID SOLUTIONS implanté 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 13/11/2025 l'inspection des installations classées a réalisé une inspection sur le suivi en service des équipements sous pression présents sur le site d'Aix-les-Bains.

En préalable à cette inspection la liste des équipements sous pression a été communiquée à la DREAL par courriel du 20/10/2025.

L'inspection programmée le 13/11/2025 avait pour but de faire le point sur les différents dossiers d'exploitation des équipements sous pression de l'exploitant et sur le respect des exigences

réglementaires de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRID SOLUTIONS
- 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains
- Code AIOT : 0006104306
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRID SOLUTIONS exploite depuis 1921 un site de production de matériels électriques de haute tension, dont notamment la fabrication de postes électriques sous enveloppe métallique neufs dont l'isolation est réalisée par un gaz isolant (SF6 ou G<sup>3</sup>).

L'exploitation de cette installation classée est autorisée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008.

Les équipements sous pression disponibles sur le site sont notamment utilisés pour le remplissage des composants électriques en gaz isolant (SF6 et G<sup>3</sup>) et pour le fonctionnement des utilités (production de chaleur, systèmes frigorifiques).

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Dossier d'exploitation des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Contrôle de mise en service (CMS)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10 et 11	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Inspection périodique (suivi sans plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
6	Inspection	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	périodique (suivi sans plan d'inspection)	20/11/2017, article 16		
7	Requalification périodique (suivi sans plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dossiers d'exploitation des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Conditions générales d'installation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Visite de terrain – marquage	Code de l'environnement du 01/07/2015, article R.557-9-8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration de Mise en Service (DMS)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Sans objet
10	Conditions générales d'installation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection périodique il a été constaté des manquements sur le suivi en service des équipements sous pression exploités par l'entreprise GRID SOLUTIONS. Ces écarts concernent les points suivants :

- Les dossiers d'exploitation et registres des équipements sous pressions soumis au suivi en

service sont à mettre en place et à tenir à jour. Toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, aux inspections, aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et aux modifications réalisées sur les équipements, doivent y être consignées.

- Les accessoires de sécurité ne doivent pas être équipés par un dispositif d'isolement sauf si une évaluation est réalisée en application de l'article 28 de l'arrêté du 20/11/2017 et des § 2.10 et 2.11 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE.
- Les justificatifs des déclarations et contrôles de mise en service à réaliser pour les équipements soumis au titre de l'article 7 de l'arrêté du 20/11/2017 doivent être présents dans les dossiers d'exploitation des équipements.
- Aucun équipement ne doit être exploité sans attestation de requalification périodique valide, au-delà de la date d'échéance du contrôle réglementaire, sous peine de sanction.
- Le mode d'exploitation des générateurs de vapeur doit être formalisé dans le dossier d'exploitation des équipements. L'exploitant doit définir l'organisation retenue pour leur surveillance et la mise en œuvre doit être formalisée (notamment : essais périodiques et opérations de maintenance réalisés en application de la notice d'instruction ou du cahier des charges).
- Au cours de son exploitation, si un équipement sous pression fait l'objet d'interventions (réparations, modifications...) l'exploitant doit définir si cette intervention peut être importante, notable ou non notable et appliquer les dispositions du titre V de l'arrêté du 20/11/2017.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu de la liste des équipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste est constituée par l'exploitant. Elle a été transmise par courriel du 20/10/2025. Elle devra être mise à jour suite à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les chaudières à condensation et à tubes de fumées qui ne contiennent pas d'eau surchauffée ne sont pas des équipements sous pression soumis au suivi en service. Les caractéristiques de ces équipements n'entrent pas dans les critères de soumissions définis au I de l'art R557-14-1 du CE. Elles sont à retirer de la liste.</li> <li>• Les cuves de gaz isolants (SF6 ou G3) contenues dans les centrales DILO (V = 4000L / PS = 16 bar) ne sont pas toutes identifiées dans la liste. L'exploitant a indiqué que ces cuves étaient mobiles et déplacées entre les ateliers. Ces cuves doivent être considérées comme</li> </ul>

des équipements fixes et leur suivi tracé dans un dossier d'exploitation, dans la mesure où le remplissage se fait sur site (cf art 2-V de l'AM du 20/11/2017 : sont considérés comme mobiles, les récipients exploités dans un autre lieu que leur lieu de remplissage). Cela concerne a minima les équipements suivants :

- Réservoirs APPARATEBEAU n°1370-9I, 1870-9E, 2270-9-015, 2370-9N\_003
- Réservoirs Römer GmbH n°3665540 et 3665550
- 4 Réservoirs A SILVA MATOS MATLOMECANICA dont la DMS a été enregistrée dans LUNE le 01/09/2022 : n°2836/SEP01/ 001 à 004

A noter que pour les équipements qui continueront à être considérés comme « mobiles » par l'exploitant, ce dernier devra respecter le point II de l'article 15 de l'AM du 20/11/2017 : une vérification extérieure du récipient doit être faite à chaque remplissage par une personne compétente avec enregistrement de ce suivi.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra mettre à jour la liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/17.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Dossier d'exploitation des équipements sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dossier d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

\* pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications

périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

\* en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

\* pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

### **Constats :**

Les dossiers d'exploitation des équipements sous pression soumis au suivi en service étaient incomplets.

Liste non exhaustive :

- Ballon Pauchard n°465001 : compte-rendu de RP de 2025 et dernier compte-rendu d'IP absents. Les documents ont été transmis par courriel du 03/12/2025 (CR d'IP n°344265 du 05/06/2023 et attestation de RP satisfaisante n°701903 du 17/10/2025).
- Chaudière GV SPHP Stein Fasel n°F2240 : compte-rendu après intervention (= réparations soudure intérieure boîte, tube entrée 2eme parcours de fumée et obturation de tubes 2eme parcours) absent. Le document a été transmis par courriel du 03/12/2025 (CR de CAI n°399429 du 31/08/2023)
- Système Frigorifique WESPER n°3713040538 : compte-rendu de la RP de 2019 absent.
- Les registres ne sont pas constitués pour l'ensemble des équipements. Il n'est notamment pas possible de connaître les interventions réalisées sur chaque équipement (ex : réparation du cordon de soudure du GV Stein Fasel n°F2240 en 2025 non tracée).
- La notice d'instruction du GV VIESSMANN présente dans le bâtiment F14 n'était pas dans le dossier d'exploitation de l'équipement. Le document a été transmis par courriel du 03/12/2025 (Réf : 2024-000-5184-IS).
- Le dossier d'exploitation du GV STEIN-FASEL était incomplet : état descriptif absent. Il n'était pas possible de savoir si le mode d'exploitation SPHP était prévu par le fabricant. Le document a été transmis par courriel du 03/12/2025 (attestation de CAI n°2-191250 du 07/06/2011 validant le passage du mode autocontrôle au mode SPHP 72h suivant guide AQUAP 2007/01).

Concernant le système frigorifique WESPER n°3713040538, suite à l'inspection, l'exploitant a informé la DREAL par mail du 03/12/2025 qu'aucune attestation de requalification périodique satisfaisante n'avait pu être retrouvée pour ce système frigorifique datant de 2011.

Un marquage adhésif avec une tête de cheval présent sur le groupe froid indique qu'une RP aurait été réalisée le 20/10/2022.

L'exploitant a indiqué avoir mis à l'arrêt l'installation et reprogrammer une requalification afin de régulariser la situation administrative du système frigorifique.

L'installation restera consignée jusqu'à requalification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les dossiers d'exploitation des équipements sous pression soumis au suivi en service, exploité par GRID Solutions, doivent être mis à jour et complétés pour être conforme à l'article 6-I de l'arrêté du 20/11/2017.

Des registres, conformes à l'art 6-I, doivent être mis en place pour tous les équipements soumis au suivi en service.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Déclaration de Mise en Service (DMS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Existence de la DMS

#### **Prescription contrôlée :**

La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.

Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service (article 7 AM 20/11/2017) :

1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10000 bar.l;
2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes:
  - a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS. DN est supérieur à 3500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100;
  - b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5000 bar;
3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes:
  - a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar;
  - b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2400 l;
  - c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6000 bar.l ;
4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.

#### **Constats :**

Les déclarations de mise en service (DMS) des équipements soumis au titre de l'art 7 de l'arrêté du 20/11/2017, n'ont pas toutes été retrouvées le jour de l'inspection.

Par exemple, le GV VIESSMANN n°5184, datant de 2024 (PS = 16 bar / V = 4900 l) était en service sur le site d'Aix-les-Bains mais aucune DMS n'était disponible dans le dossier d'exploitation de l'équipement et aucune preuve de dépôt de cette DMS n'apparaissait dans LUNE.

Le document a été transmis par courriel du 03/12/2025 (preuve de dépôt du déclarant « Marc BACHELLERIE » en date du 07/08/2025).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



Pour les équipements soumis à DMS au titre de l'article 7 de l'arrêté du 20/11/2017, l'exploitant doit réaliser cette déclaration conformément à l'art 9 de l'arrêté du 20/11/2017, via le téléservice LUNE en précisant les coordonnées de l'exploitant. L'exploitant s'entend, au titre de l'article 2 de l'arrêté du 20/11/2017, comme étant le propriétaire de l'équipement, son mandataire ou son représentant dûment désigné.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Contrôle de mise en service (CMS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10 et 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, CMS : cas des générateurs de vapeur (GV)

##### **Prescription contrôlée :**

Le contrôle de mise en service est requis avant :

- la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ;
- la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.

I. - Pour les générateurs de vapeur et les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, le contrôle de mise en service est réalisé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34. [...]

III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier :

- de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ;
- de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ;
- les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ;
- de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ;
- du respect des dispositions de la notice d'instructions.

Ce contrôle porte en outre, selon la nature de l'équipement, sur les points suivants :

a) Générateur de vapeur :

- le respect des prescriptions du II de l'article 3 ;
- l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
- l'existence d'une habilitation par l'exploitant du personnel en charge de l'exploitation dans le cas des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente.

IV. - Lorsque le contrôle est satisfaisant, l'organisme habilité, ou la personne compétente selon le cas, délivre à l'exploitant un document attestant la conformité du contrôle. L'attestation décrit le cas échéant le résultat de l'évaluation de l'adéquation des accessoires de sécurité à l'équipement prévu au III du présent article. La mise en service est conditionnée à la remise de cette attestation.

V. - L'exploitant transmet la date de l'attestation par l'intermédiaire du téléservice cité à l'article

9.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les comptes-rendus des contrôles de mise en service (CMS) des équipements soumis au titre de l'art 7 de l'arrêté du 20/11/2017, n'étaient pas tous présents dans les dossiers d'exploitation le jour de l'inspection.</p> <p>Par exemple, le GV VIESSMANN n°5184, datant de 2024 (PS = 16 bar / V = 4900 l) était en service sur le site d'Aix-les-Bains mais aucun CMS n'était disponible dans le dossier d'exploitation de l'équipement. Les documents transmis par courriel le 03/12/2025 contiennent un registre qui précise la réalisation du CMS le 07/08/2025 cependant aucun compte-rendu de CMS réalisé par un organisme habilité en application de l'article 11 de l'arrêté du 20/11/2017 n'a été communiqué.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit régulariser le GV VIESSMANN n°5184, soumis à CMS au titre des articles 7 et 10 de l'arrêté du 20/11/2017, ou transmettre le compte-rendu du contrôle de mise en service, déclaré satisfaisant par un organisme habilité, en application de l'article 11 de l'arrêté précité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Inspection périodique (suivi sans plan d'inspection)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'une inspection périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.</p> <p>II. - L'inspection périodique comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vérification extérieure ;</li> <li>- une vérification intérieure dans le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des générateurs de vapeur ;</li> <li>- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. [...]</li> </ul> </li> <li>- une vérification des accessoires de sécurité ;</li> <li>- et des investigations complémentaires, autant que de besoin.</li> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;</li> <li>- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;</li> </ul> </li> <li>- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection</li> </ul>

périodique inclut également la vérification :

- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;
- de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.

Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.

III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;
- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ;
- du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'exploitant a précisé qu'il n'avait pas désigné de personne compétente au titre de l'article 17 de l'arrêté du 20/11/2017 pour faire les inspections périodiques des équipements sous pression.

Les IP sont réalisés par l'APAVE pour les équipements liés au process (compresseur, cuve de stockage de gaz isolant, air comprimé, accumulateurs...).

L'entretien et la maintenance des équipements des utilités (systèmes frigorifiques et chaudières) sont confiés à AXIMA. Les IP sont réalisées par le personnel d'AXIMA.

Les accumulateurs hydropneumatiques (V = 330 l / PS = 12 ou 20 bar) sont changés tous les 10 ans. En revanche aucun suivi n'est formalisé entre deux requalifications périodiques.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu de leurs caractéristiques, les accumulateurs sont des équipements sous pression soumis au suivi en service. A ce titre un compte-rendu d'inspection périodique, réalisé par une personne compétente désignée à cet effet, doit être formalisé dans le dossier d'exploitation.

A noter que ces équipements sont dispensés de visite intérieure, en application de l'article 16-II et de l'annexe I de l'arrêté du 20/11/2017, si les parois internes sont en contact avec de l'huile minérale ou de l'huile pour turbine.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Inspection périodique (suivi sans plan d'inspection)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réalisation d'une inspection périodique

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de

régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.

II. - L'inspection périodique comprend :

- une vérification extérieure ;
- une vérification intérieure dans le cas :
  - des générateurs de vapeur ;
  - des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique.

[...]

- une vérification des accessoires de sécurité ;
- et des investigations complémentaires, autant que de besoin.
- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :
  - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;
  - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;
- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :
  - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;
  - de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
  - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté. Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.

[...]

Conformément à la FAQ relative à l'arrêté du 20/11/2017, le contenu de la vérification des accessoires de sécurité demandée au II de l'article 16 est défini à l'article 22, § b), c), e), f), et g). Cette vérification doit notamment comprendre la vérification de l'absence d'obstacles susceptible d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité.

#### **Constats :**

Pendant la visite de terrain, l'inspection des installations classées (IIC) a constaté que la soupape du récipient SFAC n°2599 pouvait être isolée par une vanne. Aucune consigne n'a pu être présentée à l'IIC pour la gestion de cet organe d'isolement qui a toujours été utilisé, d'après l'exploitant.

A noter que le compte-rendu de la dernière inspection périodique réalisée en 2021 par une personne compétente de l'APAVE (CR d'IP n°138266 du 02/12/2021) indique que les conditions d'installation des accessoires de sécurité de la cuve SFAC n°2599 sont satisfaisantes alors que la vérification des accessoires de sécurité lors des inspections périodiques doit comprendre une vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité.

Ce point fera l'objet d'un courrier à l'organisme en charge de l'IP.  
 Conformément aux articles 28 et 30-V de l'arrêté du 20/11/2017, lorsqu'un accessoire de sécurité est équipé d'un dispositif d'isolement, la sécurité d'exploitation de cet équipement doit faire l'objet d'une évaluation en application du Titre V de l'arrêté du 20/11/2017.  
 L'organe d'isolement de la soupape de la cuve SFAC n°2599 ne peut être conservé que si une procédure de gestion de cet organe d'isolement est établie et qu'elle est contrôlée et validée par un organisme habilité, sous la forme d'un contrôle après intervention (CAI) satisfaisant.  
 Suite à l'inspection de la DREAL, et au courriel de demandes du 14/11/2025, l'exploitant a eu des échanges avec l'APAVE. D'après l'attestation de RP N°738863 du 02/12/2025, transmise par courriel du 03/12/2025, la soupape n°025570581 a été déplacée par l'exploitant et installée au plus près de la cuve sans interposition de vanne entre les 2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre des mesures correctives pour vérifier l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité pour tous les équipements sous pression soumis au suivi en service qu'il exploite ou régulariser la situation des équipements munis d'un tel dispositif.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 7 : Requalification périodique (suivi sans plan d'inspection)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fréquence de requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.  
Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

#### **Constats :**

D'après les éléments communiqués par l'exploitant deux équipements ont été exploités plus de 10 ans sans attestation de requalification valide :

- La dernière RP du réservoir d'air comprimé SFAC n°2599 datant de 1957 (PS = 8 bar / V = 30 000 l) a été réalisée le 11/06/2015. La cuve n'a été vidangée qu'en août 2025. La cuve était en attente de RP le jour de l'inspection. Une inspection télévisuelle venait d'être réalisée pour la visite intérieure de l'équipement. L'attestation de RP N°738863 du 02/12/2025 a été transmise par courriel du 03/12/2025.
- L'accumulateur hydropneumatique HYDAC n°3957219/30 de la presse GMT1 date de 2019 (déclaration de conformité HYDAC n° 2019-A / B2-2316). Le dernier accumulateur n°741104/11 installé sur la presse GMT1 datait de 2008 (déclaration de conformité HYDAC n°2008-A / B2-1238). Ce dernier n'avait pas d'attestation de requalification périodique valide pour que son maintien en service soit possible après 10 ans d'exploitation.

Rappel : Conformément à l'article 25-IV de l'arrêté du 20/11/2017, l'exploitation d'un équipement sous pression en situation irrégulière est interdite. Le maintien en service d'équipements sous pression est passible de sanctions administratives (sans mise en demeure préalable, amende pouvant aller jusqu'à 15 000 € - Article L.557-58 du code de l'environnement).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre des mesures correctives pour respecter les délais de réalisation des requalifications périodiques des équipements sous pression (art 18 à 25 de l'arrêté du 20/11/2017).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 8 : Dossiers d'exploitation des équipements sous pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dossier d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : \* pour tous

les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations

[...]

#### Constats :

Le compte-rendu d'intervention n°12735628-002-1 et le compte-rendu de l'inspection périodique n°399430 du GV STEIN-FASEL n°F2240, réalisées le 18/10/2023 indique que les résultats des contrôles et essais réalisés sont non satisfaisants. Les deux comptes-rendus donnent les recommandations suivantes :

- traitement d'eau à remettre en état
- alarme sonore à remettre en service
- cahier de quart à mettre en place.

Ces deux documents sont signés par un représentant de la maintenance de chez GRID SOLUTIONS.

D'après les informations portées à la connaissance de l'inspection des installations classées, il n'a pas été possible de vérifier la bonne prise en compte des recommandations de l'OH par l'exploitant, notamment en l'absence de registre et un dossier d'exploitation incomplet.

Le GV STEIN FASEL était à l'arrêt le jour de l'inspection, suite au refus de requalification (attestation n°713482) du 29/10/2025. Ce refus fait suite à la vérification des dispositifs de sécurité déclarée insatisfaisante : manque de circulation ES n°1 et 2 non opérationnels. Un remplacement de ces capteurs essentiels à la sécurité pour l'exploitation d'un générateur est à réaliser.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre des mesures correctives pour consigner dans le dossier d'exploitation et le registre du GV STEIN FASEL toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, aux inspections, aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et aux modifications réalisées sur le GV afin de garantir le respect de l'article R557-14-2 du Code de l'Environnement : « *les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire* ».

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit être en mesure de retirer du

service dans des délais tenant compte des dangers associés tout équipement dont le niveau de sécurité est non satisfaisant, dont l'aptitude au service n'est pas ou plus assurée dans les conditions d'utilisation prévues, ou pour les équipements sous pression nucléaires s'il ne garantit plus la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 (article R557-14-4 du CE)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Interventions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Attestation de conformité d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté.</p> <p>II. - Les éléments du dossier d'exploitation mentionné à l'article 6 du présent arrêté sont mis à jour ou complétés par l'exploitant en fonction des travaux réalisés.</p> <p>III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide.</p> <p>IV. - En cas d'échec du contrôle après intervention, l'interdiction d'utilisation de l'équipement doit être formalisée. L'organisme habilité applique les dispositions prévues au 1er alinéa du III de l'article 25 du présent arrêté.</p> <p>V. - Lorsqu'un équipement est dépourvu d'un des accessoires de sécurité permettant de garantir que toutes ses limites admissibles en pression et en température ne peuvent être dépassées, ou si un tel accessoire est équipé d'un dispositif d'isolement, neutralisant soit l'acquisition de la pression ou de la température, soit l'exécution d'une action de sécurité commandée, la sécurité d'exploitation de cet équipement fait l'objet d'une évaluation selon l'article 28 du présent titre. Les paragraphes 2.10 et 2.11 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée constituent le référentiel de cette évaluation. La présente disposition ne s'applique pas aux équipements pour lesquels l'exploitant peut prouver que le non-dépassement des limites admissibles est garanti par des accessoires de sécurité implantés sur les installations qui les alimentent, ou par les caractéristiques des procédés industriels mis en oeuvre à l'aide de ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le guide AQUAP 99-13 (rev 8) indique que le changement de fluide non prévu dans la documentation technique du fabricant doit être considéré comme une intervention notable sans épreuve.</p> <p>Les cuves LOHENNER GmbH n°102216/2 et 102216/1 mises en service le 31/08/2022 (PS = 16 bar / V = 10 000), contenaient initialement du gaz isolant SF6, à la mise en service.</p> <p>Le gaz isolant a été remplacé par du gaz dit « G<sup>3</sup> ».</p>



D'après les informations mentionnées sur le registre de ces 2 équipements, un contrôle après intervention aurait été réalisé le 25/04/2023 pour la cuve n°102216/1 et le 23/12/2024 pour la cuve n°102216/2 mais le compte-rendu du contrôle après intervention, validé par un organisme habilité, n'est pas présent dans les dossiers d'exploitation des 2 équipements. Conformément à l'article 28 de l'arrêté du 20/11/2017, à l'issue d'une intervention notable, l'exploitant ou la personne compétente (...) établit une déclaration de conformité vis-à-vis des exigences essentielles de sécurité mentionnées aux articles R557-9-4 et R557-10-4. L'équipement doit également être soumis à un contrôle après intervention réalisé par un organisme habilité en application de l'article 30 de l'arrêté du 20/11/2017.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les dossiers d'exploitation des cuves LOHENNER GmbH n°102216/2 et 102216/1 doivent être mis à jour et complétés par les compte-rendus des contrôles après intervention réalisés le 25/04/2023 pour la cuve n°102216/1 et le 23/12/2024 pour la cuve n°102216/2, pour valider le changement de fluide de ces 2 équipements (SF6 → G<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Conditions générales d'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessoires de sécurité des générateurs de vapeur

**Prescription contrôlée :**

II. - Les générateurs de vapeur sont munis de tous dispositifs de régulation et accessoires de sécurité nécessaires à leur fonctionnement dans de bonnes conditions de sécurité. Selon leur mode d'exploitation, ils respectent les prescriptions de tout code ou cahier des charges reconnu par le ministre chargé de la sécurité industrielle ou de leur notice d'instructions si elle prévoit le mode d'exploitation choisi.

**Constats :**

Le générateur STEIN-FASEL n°F2240 datant de 1985 est exploité sans présence humaine permanente (SPHP). D'après les informations communiquées oralement à l'IIC, ce mode d'exploitation était déjà en place avant le 22/07/2022 (exploitation SPHP selon le cahier des charges AQUAP 2007/01).

Le dossier d'exploitation de l'équipement ne comportait pas le dossier descriptif du GV. Aucun document ne permettait de savoir si l'exploitation du générateur n°F2240 sans présence humaine permanente avait été considérée comme une modification notable et validée par un contrôle après intervention (CAI) réalisé par un organisme habilité, en application de la décision BSERR n°22-016 du 21 juillet 2022.

Ce document a été demandé par courriel du 14/11/2025.

Le GV était à l'arrêt et en cours de requalification périodique (date de la dernière RP : 10/09/2015).

Par courriel du 03/12/2025, l'exploitant a transmis l'attestation N° 2-191250 du 07/06/2011 attestant du passage du GV STEIN-FASEL n°F2240 au mode d'exploitation SPHP 72 h, suivant l'AQUAP 2007/01.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre des mesures correctives pour que le mode d'exploitation des générateurs de vapeur soit formalisé dans le dossier d'exploitation de l'équipement. Dans le cas d'un changement du mode d'exploitation du GV, non prévu par le fabricant, la modification doit être considérée comme notable et faire l'objet d'un contrôle après intervention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Conditions générales d'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance d'un GV SPHP

**Prescription contrôlée :**

II. - Les générateurs de vapeur sont munis de tous dispositifs de régulation et accessoires de sécurité nécessaires à leur fonctionnement dans de bonnes conditions de sécurité. Selon leur mode d'exploitation, ils respectent les prescriptions de tout code ou cahier des charges reconnu par le ministre chargé de la sécurité industrielle ou de leur notice d'instructions si elle prévoit le mode d'exploitation choisi.

**Constats :**

Le générateur de vapeur VIESSMANN n°5184 était en service pour la période hivernale, depuis le 18/10/2025. La notice d'instruction du fabricant (Réf 2024-000-5184-IS) prévoit, dans le cas d'une exploitation SPHP 72 heures, la procédure d'entretien et de maintenance de cet équipement. Cette procédure liste les contrôles à réaliser toutes les 72h, notamment : un examen visuel, une vérification de l'étanchéité de la soupape, un contrôle de la pression au manomètre, un contrôle de la qualité de l'eau de la chaudière par prélèvement (PH / conductivité / Sulfites...).

Le prélèvement d'eau doit permettre de corrélérer le bon fonctionnement du traitement de l'eau ou de l'ajuster pour garantir les paramètres physicochimiques de l'eau.

D'après le journal de chaufferie présent dans le bâtiment F14 le jour de l'inspection, aucun contrôle n'a été réalisé et/ou formalisé entre le 18/10/2025 et le 10/11/2025 (date de mise en place des contrôles).

Concernant le GV STEIN-FASEL n°F2240, le suivi formalisé dans le journal de chaufferie consistait uniquement à indiquer toutes les 72 h : RAS. La liste des contrôles réalisés sur le GV STEIN-FASEL exploité SPHP 72 heures selon le cahier des charges AQUAP 2007/01 n'est pas conforme à l'annexe A du guide.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre des mesures correctives pour définir l'organisation retenue pour la

surveillance de chaque GV SPHP. Sa mise en œuvre doit être formalisée, notamment les essais périodiques et opérations de maintenance à réaliser en application de la notice d'instruction (GV VIESSMANN) et du cahier des charges AQUAP 2007/01 - annexe A (GV STEIN-FASEL).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Visite de terrain – marquage**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2015, article R.557-9-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage CE des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le marquage mentionné à l'article L. 557-4 est le marquage CE tel que défini à l'article 30 du règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil, suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du numéro d'identification de l'organisme habilité mentionné à l'article L. 557-31 lorsque celui-ci intervient dans la phase de contrôle de la fabrication ; le numéro d'identification de l'organisme habilité est apposé par l'organisme lui-même ou, sur instruction de celui-ci, par le fabricant ou son mandataire ;</li> <li>- le cas échéant, de toute autre marque indiquant un risque ou un usage particulier.</li> </ul> <p>L'apposition du marquage est effectuée lorsque l'équipement sous pression ou l'ensemble est complet ou dans un état permettant de réaliser sa vérification finale, lorsqu'elle est prévue par l'annexe I de la directive 2014/68/UE du 15 mai 2014 susmentionnée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain il a été constaté que le marquage du système frigorifique WESPER n°3713040538 était illisible. Le poinçon et la date de la dernière RP du 02/05/2019 étaient apposés sur la structure métallique du GF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En application du §.A12 du Cahier Technique Professionnel "suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression" (version du 23/07/2020), le marquage du GF WESPER n°3713040538 doit être reconstitué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois